

Évariste Dubé, un Gaspésien communiste

Andrée Lévesque

Volume 53, Number 3 (187), November 2016, February 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84063ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Musée de la Gaspésie

ISSN

1207-5280 (print)

2561-410X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lévesque, A. (2016). Évariste Dubé, un Gaspésien communiste. *Magazine Gaspésie*, 53(3), 41–43.

Évariste Dubé, un Gaspésien communiste

Quand, à douze ans, Joseph-Évariste Dubé commence à pêcher avec son père sa vie n'a rien d'exceptionnelle. Comme la plupart des enfants de son âge à Grande-Rivière, il doit contribuer au support de sa famille. Mais Dubé va « s'en sortir », comme on dit, et mènera une vie de contestataire qui le conduira à se présenter quatre fois candidats aux élections provinciales et fédérales... pour le parti communiste.

◆ **Andrée Lévesque**

Montréal

Jeune travailleur non qualifié

Évariste Dubé (1898-1970) naît à Grande-Rivière, le huitième enfant d'Émérentienne Caron (1862) et de Louis Dubé (1856). En 1914, à 16 ans, il coupe du bois pour la compagnie Dubuc de Chandler, puis en 1915 pour la Saint-Lawrence Pulp and Paper. Puis commence une vie de travail itinérant qui le conduit à Madawaska, en Ontario, puis de nouveau à Chandler pendant la Guerre de 14-18 où lui et son frère pêchent pour éviter la conscription. Il part ensuite pour Chicoutimi et s'engage comme travailleur agricole et bûcheron. Il arrive à Montréal, en 1923, où il travaille comme menuisier dans la construction et il passe par Détroit pour travailler dans une compagnie de transport, pour enfin s'établir définitivement à Montréal en 1924. La mer, la forêt, la construction, il faudrait aussi ajouter l'occupation de débardeur, constituent les premiers emplois des travailleurs non qualifiés, des emplois où les Gaspésiens sont très présents.

On ignore quand Dubé commence à traduire ses aspirations en engagement militant, mais il dit avoir perdu son travail en 1925 pour activités politiques. Or quelles étaient ces activités pour lesquelles on mettait son gagne-pain en jeu ? Il existait à Montréal une Université ouvrière fondée par le socialiste Albert Saint-Martin où, plusieurs fois par semaine, des conférenciers et même des conférencières s'adressaient

à un vaste public sur des sujets aussi variés que l'économie politique, le chômage, l'histoire et l'Église catholique. Dubé a fréquenté l'Université ouvrière dès sa fondation en 1925 jusqu'en 1928. Cette institution n'était pas la seule à attirer les travailleurs et les chômeurs : le Parti communiste du Canada (PCC) était aussi actif à Montréal et, en 1928, Dubé change d'orientation et adhère au PCC. Il se retrouve bientôt le fondateur de la première section canadienne-française du parti. Pour comprendre son implication dans le mouvement communiste il faut se rappeler qu'à l'époque c'était l'option politique qui semblait offrir le plus d'espoir aux chômeurs et aux travailleurs exploités.

Dès son arrivée à Montréal en 1924, Dubé épouse Angeline Autotte (aussi Authot), née à Yamaska, qui partage les idéaux d'Évariste et adhère elle-même au Parti communiste en 1935.

Le parti communiste encourage son éducation

Le mouvement communiste accorde à Dubé une chance de poursuivre son éducation. Le parti a mis sur pied une école d'été et c'est là qu'Évariste s'initie aux écrits marxistes. Angéline, qui a plus d'instruction et est férue de lecture, encourage son éducation autodidacte. Il commence aussi à parler en public, apprend l'anglais, donne des conférences et écrit des brochures pour le Parti.



Évariste Dubé

Photo : collection Andrée Lévesque.

La dépression économique des années trente frappe très durement le Québec. À Montréal les files s'allongent devant les soupes populaires. La ville, par le biais des églises, distribue des secours aux chômeurs mais ceux-ci doivent avoir certaines qualifications : être résident depuis trois ans, obtenir une lettre de leur curé. Si les chômeurs viennent d'ailleurs, comme bien des Gaspésiens venus chercher du travail comme débardeurs ou comme manœuvres, il est difficile de se faire aider.

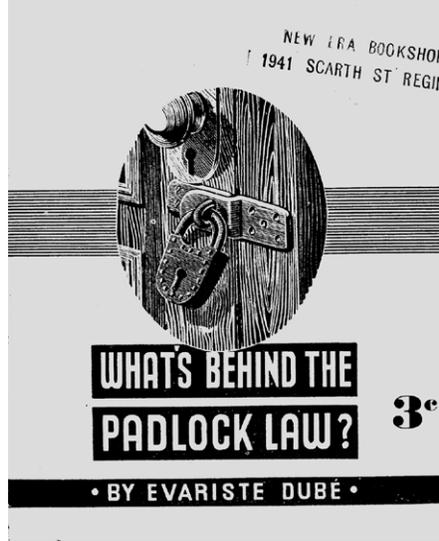
Les communistes montréalais créent une association de chômeurs et organisent des manifestations de rue, ils se rendent en délégation à Québec et font signer des pétitions pour obtenir de l'assistance pour tous les chômeurs et chômeuses. Les activités communistes sont vite réprimées par les autorités et les arrestations sont nombreuses. Une organisation associée au mouvement communiste s'occupe de la défense des personnes arrêtées et emprisonnées : la Ligue de la défense ouvrière dont Dubé est l'organisateur de la section francophone.

Délégué à Moscou en 1935

Le Gaspésien gravit bientôt les échelons du PCC : il siège sur des comités, travaille pour le candidat communiste aux élections fédérales de 1935, et occupera plusieurs postes dans les organisations communistes. En 1933, il est secrétaire-trésorier du journal *L'Ouvrier canadien*. On ne peut qu'imaginer son émotion lorsqu'il va à Moscou, à l'été 1935, comme délégué canadien au Septième Congrès de l'International communiste. À son retour, il est élu membre de l'exécutif provincial du PCC, puis membre du Comité central et président de la section québécoise du parti communiste.

En 1937, l'assemblée législative vote la Loi du cadenas dirigée spécifiquement contre les activités « bolchéviques ». Évariste Dubé riposte au nom des communistes dans sa brochure *Pourquoi la Loi du cadenas*, traduite en anglais *What is Behind the Padlock Law*, qui sera largement diffusée dans les milieux populaires. Au congrès du parti la même année, Dubé prend la parole en faveur d'un « Front uni des progressistes du Québec, de tous ceux qui luttent pour de meilleurs salaires, pour la sécurité, pour la santé, la culture et la liberté démocratique du peuple québécois ».

Dubé n'est pas un intellectuel et, en homme d'action, il est actif dans le Club des chômeurs, il participe aux grèves de débardeurs, il manifeste auprès des



Couverture de la brochure s'opposant à la Loi du cadenas, 1938.

Source : collection Andrée Lévesque.



Affiche électorale du Comité électoral communiste.

Source : collection Andrée Lévesque.

sans-travail à la Fête des travailleurs le Premier mai, et proteste dans la rue contre le fascisme qui s'affiche de plus en plus au Québec. Le militantisme de gauche a un prix : comme pour plusieurs militants, l'appartement de Dubé est plus d'une fois perquisitionné par la police provinciale qui saisit des livres et des journaux. En 1938, il sera arrêté à une manifestation de chômeurs et accusés d'avoir « troublé la paix » : il devra payer une amende et les frais de cours. Alors sans travail, il perdra ses « secours directs » et survit grâce aux 18 \$ par semaine que lui verse le parti

communiste alors que lui et Angéline ont déjà trois enfants.

Angéline est aussi activement engagée auprès des chômeurs et surtout des chômeuses dans l'organisation *Solidarité féminine*. Elle proteste lorsque le gouvernement Duplessis coupe les secours directs aux mères célibataires et aux travailleurs saisonniers. Lors d'une manifestation, elle est arrêtée et détenue à la prison de la rue Fullum où le petit Fernand ira la visiter après l'école.

Appel pour l'unité avec le peuple catholique

Le communisme est athée et s'attire ainsi les foudres de l'Église catholique, mais Dubé ne s'est pas ouvertement opposé à l'Église et il a compris que le communisme ne ferait aucun progrès au Québec s'il s'opposait au catholicisme. Il convient de le citer, en 1938, dans une période où le communisme cherchait à collaborer avec d'autres groupes antifascistes : « Tout spécialement nous faisons appel pour l'unité avec le peuple catholique, à qui en toute sincérité, nous tendons la main d'amitié.

Que demande Dubé dans son pamphlet contre la Loi du Cadenas? Un « programme minimum » pour subvenir aux besoins élémentaires des citoyens. Ce programme comprend les salaires avant les dividendes, la liberté d'union, la sécurité économique par un programme de travaux publics, le maintien des secours, l'assurance-chômage et les pensions de vieillesse à soixante ans, la protection et l'aide aux cultivateurs, la nationalisation de l'électricité et l'électrification des campagnes, la liberté civile et religieuse (c'est-à-dire le rappel de la Loi du Cadenas et la garantie de liberté de presse, de parole et d'organisation), l'abolition des dépôts nécessaires à une candidature, l'abolition du Sénat, l'interdiction de propagande de haine raciale et l'enquête sur les activités nazistes (sic), le système de bourse et d'instruction gratuite, une position contre le réarmement et la conscription et pour la paix.

1936 : la lutte électorale

Aux élections provinciales de 1936, Évariste Dubé est candidat dans Montréal-Saint-Jacques et mène une campagne en faveur des sans-travail : il obtient 185 voix. Le candidat de l'Union nationale, Henri Auger, est élu député dans une élection qui porte au pouvoir pour la première fois Maurice Duplessis et l'Union nationale. Dubé se représente en 1939 et recueille cette fois 159 voix. Pour les communistes, la lutte électorale est plutôt symbolique mais montre leur détermination à porter les droits des travailleurs sur la scène électorale.

En mars 1940, Dubé se présente aux élections fédérales dans Montréal-Sainte-Marie et recueille 728 votes. Le premier ministre canadien Mackenzie King a promis que son gouvernement n'aurait pas recours à la conscription. Les Canadiens-français se souviennent de la conscription de 1917 et Dubé, dans ses discours électoraux, dénonce déjà l'enrôlement obligatoire. Il est appuyé par Angéline qui assiste avec lui au

congrès du parti progressiste-ouvrier (nouveau nom du parti communiste).

À lire les articles de Dubé dans la presse communiste on ne se douterait pas qu'il n'a fréquenté l'école que pendant cinq ans. On retrouve ses écrits dans *Clarté* à partir de 1937, puis pendant la guerre dans *La Victoire* et dans le *Canadian Tribune*. Il est à l'aise devant le public, prononce des conférences tant devant des assemblées de travailleurs et de chômeurs que devant les hautes instances du parti à Toronto.

1947 : expulsé pour avoir défendu « la question du Québec »

Dubé défend la particularité du Québec au sein du parti communiste et sera ainsi expulsé en 1947 pour avoir défendu « la question du Québec » et les pouvoirs québécois face à Ottawa. Dubé n'abandonne pas la lutte pour autant et il fonde un Parti communiste du Canada français, puis il rejoint le parti progressiste-ouvrier (nouveau nom du

parti communiste), est de nouveau expulsé et adhère au parti socialiste du Canada. À la fin de sa vie, il se dirige vers le NPD. Il demeure attiré par les activités culturelles et se charge du ciné-club communiste à la fin des années cinquante. Homme posé, calme, Évariste Dubé n'avait rien du « grand gueulard » caricatural. Il était plutôt contemplateur, aimait beaucoup la nature et s'adonnait avec plaisir à la peinture.

Pendant toutes ses années à Montréal, Évariste Dubé a gardé contact avec la Gaspésie. Il visitait sa sœur qui avait hérité de la maison paternelle à Grande-Rivière*, et son frère Pierre-Paul, le barbier qui tenait l'épicerie du village. Il s'est toujours identifié comme Gaspésien. ♦

* Je tiens à remercier les petites-filles d'Évariste Dubé, Carmella, Lyna, Diane et Johanne, qui m'ont accueilli chaleureusement, ainsi que son fils Fernand et son petit-fils Jean-Marc, qui tous ont partagé leurs souvenirs avec moi. C'est grâce à Charlene Nicolas de Grande-Rivière, petite-nièce d'Évariste Dubé, que j'ai pu rencontrer cette famille.

**Lelièvre, Lelièvre
Lemoignan Itée**

52, rue des Vigneaux,
Sainte-Thérèse-de-Gaspé
418 385-3310

De savoureux
produits de la mer,
à l'année!